

Région et génération : le Sud algérien et les enjeux de la visibilisation du politique

Region and Generation: Making Politics Visible (Southern Algeria)

Ratiba Hadj-Moussa



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5478>

DOI : [10.4000/anneemaghreb.5478](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5478)

ISSN : 2109-9405

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 10 décembre 2019

Pagination : 165-179

ISBN : 978-2-271-12971-0

ISSN : 1952-8108

Référence électronique

Ratiba Hadj-Moussa, « Région et génération : le Sud algérien et les enjeux de la visibilisation du politique », *L'Année du Maghreb* [En ligne], 21 | 2019, mis en ligne le 05 décembre 2019, consulté le 20 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anneemaghreb/5478> ; DOI : [10.4000/anneemaghreb.5478](https://doi.org/10.4000/anneemaghreb.5478)

Ce document a été généré automatiquement le 20 décembre 2019.



L'Année du Maghreb est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Région et génération : le Sud algérien et les enjeux de la visibilité du politique

Region and Generation: Making Politics Visible (Southern Algeria)

Ratiba Hadj-Moussa

NOTE DE L'AUTEUR

Les recherches pour cet article ont bénéficié du soutien du Conseil de la recherche en sciences humaines et sociales du Canada, Insight Grant 435-2013-1104.

Contextualiser : région et génération

- 1 Le 16 février 2019, les jeunes de Kherrata, ville de 35 000 habitants, située à l'extrême est de la wilaya de Béjaïa, manifestent contre la candidature pour un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika. Ils sont suivis trois jours plus tard par ceux de la ville de Khenchela qui retirent de la façade de la mairie un portrait géant du président candidat et le déchirent. Ces derniers protestent contre l'interdiction faite par le maire, membre du parti du Front de libération nationale (FLN), à un autre candidat à la présidence de la République d'accéder aux locaux de la mairie afin d'y rassembler des signatures de soutien à sa candidature. Ces événements déclencheurs survenus dans des villes situées à la « périphérie » signalent la résurgence de la région comme entité politique, ainsi que l'émergence et la cristallisation d'une nouvelle génération. Ils ne sont pas isolés et font partie d'une longue série d'actions de protestation. Ces événements constituent des points de départ pour comprendre comment la région et l'avènement d'une nouvelle génération sont devenus des points d'appui tant des contestations populaires que de la redéfinition de l'organisation politique en Algérie. Cet article s'attardera sur le Sud algérien, qui a connu ces deux dernières décennies des

formes multiples de contestation¹. Il analysera à travers trois exemples – Le Mzab, le mouvement des chômeurs de Ouargla et les protestations populaires contre l'exploitation du gaz de schiste de In Salah – comment la cristallisation d'une nouvelle génération et la politisation de la région s'expriment et trouvent un écho dans le *hirak* de 2019.

- 2 Les manifestations de Kherrata et Khenchela n'ont été possibles que parce qu'elles rassemblent majoritairement un groupe de population, « des jeunes » sans affiliation politique, difficilement prévisibles et qui vivent dans de petites villes éloignées des grands centres urbains dans lesquelles se concentrent les forces policières². Bien que ces protestations pionnières des régions n'expliquent pas à elles seules l'ampleur du mouvement populaire de 2019, elles révèlent une lame de fond qui a commencé dès la fin de la guerre civile (1992-2002) et dont les effets ont convergé vers des actions de plus en plus remarquées de la société civile.
- 3 Ce traitement est représentatif de la manière dont la région, en tant qu'entité administrative territoriale, a été pensée. Plus précisément, il renvoie à un impensé des gouvernants qui se sont succédé depuis l'indépendance. La région n'a fait son entrée dans le répertoire politique algérien qu'au début de la présidence de Chadli Bendjedid (1978-1992), période qui correspond aux premières reformulations de la politique économique du « socialisme spécifique » en néo-libéralisme mi-capitaliste, mi-social. Avec le relatif et progressif retrait de l'État, la région devint la solution pour stabiliser l'emploi et la population, et « créer de la richesse »³. Mais dans les faits, la responsabilité administrative qui lui était dévolue fut remise en cause par le centralisme politique, dont les walis (préfets) étaient les premiers relais, et par le discours gouvernemental autour de l'unité de la nation. En tant qu'unité territoriale pouvant se prévaloir d'une dynamique propre, surtout économique, « la région » est devenue, en quelque sorte, économiquement contenue et politiquement brimée. Pour n'en donner que l'exemple récent le plus médiatisé, les blocages par l'administration générale de l'activité du groupe Cévital⁴ proviennent du fait que cette entreprise est, entre autres, associée à la Kabylie. Il en est de même concernant le projet de création d'un complexe laitier mort-né, porté par des hommes d'affaires de la wilaya de Ghardaïa.
- 4 Cette logique de l'endiguement et de l'obstruction se manifeste également dans le cadre de la problématique générationnelle, mais avec des effets autrement plus complexes et plus lourd de sens pour la société. Les dirigeants politiques successifs se sont sans cesse nourris de la référence au déclenchement de la guerre d'indépendance en tant qu'événement fondateur et primordial sur lequel ils ont construit des entités symboliques, « la famille révolutionnaire » et « la génération de novembre », inspirées tantôt par la généalogie familiale, tantôt par l'avènement de la révolution. Le caractère performatif de ces énoncés et leur efficacité, repose sur la signification donnée par les Algériens à la guerre contre la France, d'une part, et sur la répétitivité du symbole, sur la circularité sous forme de retour vers le (et du) moment fondateur permis par le fonctionnement mythique (Lévi-Strauss, 1973). Mais cette circularité se réalise selon une logique paradoxale. La mobilisation du sacrifice (la « génération de novembre », le passé) se fait selon une vision téléologique, c'est-à-dire fixiste du présent. Autrement dit, le présent est pensé selon les paramètres d'un futur connu à l'avance et délimité par le passé. Le futur devient lui-même fixé et signifie l'immobilisation de générations entières.

- 5 Plusieurs auteurs attribuent cette difficulté de passage d'une génération à l'autre à la disparition des pères tant sur la longue que sur la courte durée, et en offrent une lecture dont le constat est l'impasse dans lequel se trouvent « les descendants » qui finissent par s'entretuer et commettre un fratricide (Meynier, 2004 ; Lazali, 2018 ; Grandguillaume, 1995). Sans figure tutélaire, ils se seraient automutilés dans le désordre de la guerre civile. Or, cette interprétation n'apparaît juste que sur un aspect, celui se rapportant à l'absence des pères. En effet, elle ignore la fonction remplie par des substituts, comme l'État ou la modernité, tels qu'ils ont pu s'incarner dans l'ère Boumédiène et dans le personnage lui-même, ainsi que l'ordre qu'ils requièrent. Et surtout, et de manière plus importante, elle ne répond pas à la question relative à la manière dont certains universaux, inspirés du droit, de la justice et de la démocratie et servant de leitmotiv et de référents à des cohortes successives, redéfinissent les rapports entre les générations.
- 6 La reproduction élargie de « la génération de novembre » a débouché sur la multiplication des institutions. Ladite génération s'est ainsi étendue aux ayants droit, aux organisations de masse, ainsi qu'au parti FLN⁵. Ce processus a mené à des aberrations – telles que par exemple posséder une carte de moudjahid, alors que le détenteur était enfant durant la guerre – que seule la répression sur fond de corruption pouvait maintenir. Or, pour des raisons endogènes et exogènes multiples – scolarisation, démographie, passage à la période post-révolution, déclin du travail, paupérisation des classes moyennes, développement des nouvelles technologies de communication, incertitudes du marché mondial –, la « génération de novembre » a commencé, dès les années 1980, à parler dans le vide. L'inéluctabilité de ce déclin a été symptomatiquement martelée par le président Bouteflika dans son discours de mai 2012 à Sétif, lorsqu'il annonça que sa génération était amenée à renoncer à la gouvernance : « *djili tab edjnanou* » (ma génération est révolue). Or, là encore et dans la logique de la fixité téléologique, le président n'annonçait pas que cette génération avait fait son temps et se démettait dorénavant du pouvoir, mais plutôt qu'il *autorisait* la « jeune génération » à prendre la relève. Cette autorisation provenant d'un membre de « la famille révolutionnaire » parasite la contestation et le désir de transformation exprimés pourtant par de larges pans de la société algérienne depuis le début des années 1980. Plus précisément, elle est révélatrice de la difficile transmission d'une génération à l'autre dans la mesure où les rapports intergénérationnels et les passages entre générations reposent sur des « donations » au lieu de se former sur le conflit provoqué par une nouvelle formulation ou une mise en sens du présent.

Le Sahara algérien : des générations en puissance

- 7 Dans ce qui suit, nous allons montrer comment la mise en sens du présent a été formulée par les groupes de jeunes dans le Sud algérien et comment la formation d'une génération politique a « rencontré » la région. Cette rencontre produit une critique politique qui peut être envisagée comme l'une des clés expliquant les mobilisations de 2019 dans les rues d'Alger. Bien que chacun des trois exemples (Mzab, chômeurs de Ouargla, In Salah) possède sa propre dynamique politique, les trois cas ont en commun l'éloignement géographique, l'expérience de l'abandon, une notabilité médiatisant les relations politiques et, enfin, une « génération » qui conteste les deux derniers

éléments. Cette dynamique est profonde, même si elle a été maintenue en sourdine jusqu'à présent.

Le Mzab : la médiation des *a'yan* et la génération politique

- 8 Les heurts intercommunautaires du Mzab, entre groupes arabe et mozabite ont duré deux ans (2013-2015) et ont suscité de nombreuses questions et interprétations, surtout médiatiques, sur les causes de leur embrasement. N'étant pas les premiers dans la Vallée du Mzab, ils ont cependant surpris par leur ampleur et leur durée. Parmi les nombreuses causes évoquées par les interlocuteurs rencontrés, l'une d'entre elles semble importante à considérer : elle concerne le refus des jeunes hommes d'obtempérer, pour la première fois semble-t-il, aux injonctions de leur *a'yan* (« anciens », « notables ») de s'abstenir de l'usage de la violence face à leurs adversaires arabes. Outre la relation à l'autre (Arabe), qui est un élément fondamental dans la problématisation politique du Mzab, ce refus signale une dynamique en procès dans cette société, même si elle ne laisse apparaître à la surface que l'antagonisme entre les deux groupes⁶. Ce travail est surtout endogène à la société mozabite, mais il est activé par des éléments exogènes, notamment le pluralisme politique autorisé par la Constitution de 1989 rédigée à la suite des émeutes d'octobre 1988. Il a fallu cependant presque deux décennies, incluant l'intermède de la guerre civile (1992-2002), pour que les effets de cette ouverture apparaissent au grand jour. Dès 2001, émergent des jeunes hommes, d'abord, dans certaines villes (Ghardaïa), sous le mode de la cooptation par les *a'yan*, mais qui vont rapidement se retourner contre ces derniers. Dans d'autres villes et un peu plus tard, d'autres jeunes hommes réussirent, contre toute attente, à vaincre le FLN et le Rassemblement national démocratique (RND) en faisant élire à la tête de la mairie un parti de l'opposition, comme l'illustre l'élection d'un maire du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) à Berriane en 2007. Le point commun entre les membres des deux groupes mentionnés est leur affiliation à des partis de l'opposition politique, principalement le Front des forces socialistes (FFS) et le RCD et également, pour beaucoup, leurs expériences et parcours de vie en dehors du Mzab. Outre une forte conscience identitaire, notamment parmi les militants du RCD, ces partis servirent de relais à ces groupes de jeunes hommes pour mener la « bataille »⁷ sur deux fronts, interne et externe. Sur le premier, il s'est agi de mener une réflexion sur l'organisation de la société mozabite et le rite ibadite, ainsi que sur leurs rapports à la modernité et à la laïcité. Ainsi, les intellectuels, y compris les jeunes théologiens non militants politiques ont pu affirmer, qu'« au Mzab il y a deux valeurs : la laïcité et la démocratie »⁸. Ce retour critique aux sources veut remettre la religion à sa place et restituer sa part politique au « *domman* », à l'assemblée des « séculiers », constitué par les représentants des *'achair* (factions, famille ou *adrim* en mozabite) et s'oppose frontalement à la « docilisation » des notables et à l'instrumentalisation de la religion par le régime politique. Il explique en grande partie les arrestations arbitraires qui s'abattent régulièrement sur les militants et les ex-militants, coupant court au travail de conscientisation des populations à propos de leurs droits, tels que la reconnaissance officielle du rite ibadite. La réflexion politico-philosophique et l'adhésion à des partis et aux organisations des droits humains renvoient à la désobéissance des jeunes qui ont bravé l'interdit de la violence émis par les *a'yan* durant les heurts et dont les actions ont

confirmé l'émergence de la génération que j'appelle « génération Fekhar », du nom d'un militant et leader politique mozabite⁹. L'unité de cette génération, – Fekhar a 50 ans en 2013, 20 ans et plus le séparent de la cohorte désobéissante¹⁰ – se situe dans la prise de conscience politique de l'ibadité, l'amazighité et la territorialité mobilisant des universaux tels que le droit à l'affirmation de la diversité (identitaire) et la pratique démocratique. Si le cœur actif de ce groupe est petit, le sentiment d'appartenir à une même communauté et les expériences de racisme vécues par les Mozabites résonnent chez les diverses classes d'âge¹¹. L'État y a répondu de manière brutale en emprisonnant les militants les plus actifs et en tentant de casser toute vie politique autre que celle qui persiste depuis 1964. Après avoir eu raison du RCD à Berriane en destituant arbitrairement le maire élu (2008), l'administration tente de détruire à son tour le FFS à Ghardaïa et poursuit sa chasse aux militants¹² jusqu'à présent (automne 2019). À la machine judiciaire s'ajoute la dissuasion militaire puisque le Mzab est sous l'autorité du commandement de la 4^e région militaire depuis 2015. Gendarmes et militaires quadrillent les sept villes de la Vallée au motif de prévenir les velléités de vengeance de la part des deux communautés.

- 9 Le défi lancé aux *a'yan* mozabites l'est aussi du côté des jeunes arabes qui rejettent leurs notables perçus comme étant manipulés et à la merci de leur vis-à-vis mozabites. La communauté arabe critique moins le régime politique ou l'État algérien que ses représentants, ce rôle revenant le plus souvent aux Mozabites. Les jeunes arabes ont un accès limité aux prises de décision à l'intérieur de leur communauté. Les plus prometteurs sont cooptés mais restent relativement critiques à l'égard de l'administration et de leurs *a'yan*. Les distances qu'ils affichent vis-à-vis de l'État et des *a'yan* ne s'expliquent pas par leur adhésion aux partis politiques de l'opposition, tels que le FFS ou le RCD, monopolisés par les Mozabites, mais par leur condition de chômeurs ou leur niveau de scolarité et les positions qu'ils occupent dans l'administration. Les chômeurs arabes forment le plus gros contingent¹³ au Mzab et constituent une force inédite depuis la création de la section locale du Comité national pour la défense des droits des chômeurs (CNDDC) au printemps 2011. Les chômeurs du Mzab, en particulier de la ville de Metlili (la ville « arabe »), ont montré leur force le 28 mars 2013 à Ghardaïa, dans un rassemblement aussi inédit qu'unitaire dans leur revendication pour un « travail décent »¹⁴, que pour faire exploser la structure notabiliaire dont ils ne veulent clairement plus.
- 10 Dans ce rassemblement, ces chômeurs ont aussi demandé la recomposition géo-administrative qui aujourd'hui exclut la wilaya du Mzab des zones gazières de Hassi R'mel (60 km au nord de Ghardaïa) et pétrolifères de Hassi Messaoud (277 kms au sud), appartenant toutes deux aux wilayas limitrophes de Laghouat et Ouargla. La réponse de l'État fut à la fois sociale, à la recherche de solutions pour créer de l'emploi, répressive et politique. La répression et l'emprisonnement des chômeurs-manifestants, ainsi que le harcèlement judiciaire arbitraire et persistant se sont accompagnés de manœuvres visant à isoler les militants actifs du reste de leur groupe et de tentatives de division empêchant le renforcement des alliances précaires construites entre jeunes arabes et mozabites entamées lors de la préparation des *sit-in* de chômeurs¹⁵.
- 11 À la lumière de ces développements, deux conclusions s'imposent. La première concerne l'émergence depuis la fin des années 1990 d'une génération politique qui s'inspire des universaux démocratiques et revendique l'application des principes de l'État de droit. Elle prend la forme d'une adhésion tantôt aux partis politiques, tantôt à

un mouvement social pacifique comme le CNDDC. Or l'affirmation de cette génération politique est sans cesse refoulée, affaiblie et, dans certains cas, détruite par l'usage de la violence, des techniques de surveillance et des campagnes de dénigrement largement relayées par les *a'yan*. « Dès qu'un leader apparaît, il est éliminé »¹⁶. La seconde est la revendication de la recomposition territoriale perçue comme une punition reléguant la wilaya de Ghardaia à n'être qu'une simple pourvoyeuse de services, également cantonnée à la petite production industrielle. En outre, cette relégation s'articule à l'absence d'une décentralisation régionale effective¹⁷ et aux qualifications du Mzab, en particulier du point de vue de la double identité minoritaire, religieuse (l'ibadisme) et linguistique (amazigh).

Justice sociale, emploi, territoire : Plaidoyer pour les histoires de la périphérie

- 12 Si au Mzab, l'irruption de la contestation populaire passe par des heurts intercommunautaires, qui constituent *in fine* le prétexte aux éliminations politiques, comme l'illustrent les deux épisodes de Berriane (2008) et du Mzab dans son ensemble (2013-2015), elle se fait à Ouargla sur la base d'une contestation aux formes inédites en Algérie puisqu'elle est à la fois organisée et non structurée. Elle prend forme dans le CNDDC dont l'idée provient des chômeurs de Ouargla. Pour se protéger des accusations de régionalisme et de sédition, il est créé en 2011 une coordination s'adjoignant les chômeurs de plusieurs régions d'Algérie¹⁸. Le CNDDC (Belakhdar, 2015 ; Hadj-Moussa 2017) adopte dès sa naissance la règle de l'horizontalité et du pacifisme¹⁹, et fonctionne sur l'interconnaissance régionale de ses membres. Soucieux de leur indépendance, les chômeurs rejettent l'idée d'accréditation pour éviter « la récupération par le système »²⁰. Le sens politique de leur action est entièrement ancré dans le vécu ordinaire. Par exemple, le pacifisme leur vient d'une réflexion sur les rapports avec les forces de l'ordre et sur leur expérience du face-à-face de la violence réciproque. Échappant aux mailles des organisations constituées, y compris les syndicats, ils sont parvenus à organiser les plus grands rassemblements jamais vus dans les wilayas du Sud. « *El Miliyounia* », nom donné aux rassemblements censés réunir un million de personnes, représente une des plus significatives appropriations de l'espace public dans l'ensemble du Sahara algérien, voire de toute l'Algérie du début des années 2010. À l'instar du *hirak* de 2019, qui redonne leur dignité aux Algériens, le mouvement des chômeurs signale le refus acté des injustices, du silence imposé et du racisme/discrimination vis-à-vis des populations du Sud. Sa principale revendication pour un emploi décent se décompose et se ramifie en de multiples demandes, conçues comme des droits, parmi lesquels, bénéficier équitablement des retombées financières des hydrocarbures, créer l'égalité entre les régions, associer les populations aux décisions locales, etc.
- 13 Ces revendications pour un État de droit sont celles d'une génération prenant très clairement ses distances vis-à-vis de la « génération de novembre » et de la « monumentalisation » de l'histoire qui a figé le présent. Elles s'accompagnent de la reformulation du récit historique algérien et amènent à interroger l'État-nation algérien, tout comme sa conception de l'intégration territoriale.
- 14 Le Sud semble être soudainement sorti de son silence pour les observateurs non avertis. Or, certains activistes du Sud membre de la CNDDC ont été socialisés au militantisme dès le début des années 2000 dans un nouveau mouvement « l'Association des enfants

du Sud pour la justice » (AESJ créé en 2004). L'AESJ résulte de la plateforme de Labiodh Sidi Cheikh de 2001, qui a regroupé les activistes et les organisations civiles de plusieurs wilayas du Sud incluant le Mزاب²¹, et un groupe de militants d'Ouargla. Les revendications de l'association se situaient bien au-delà de la justice distributive (Fraser et Honneth, 2003) et visaient une justice fondée sur la reconnaissance dans tous les domaines (Hadj-Moussa, 2019b) ; cela au nom de la dignité et, surtout, de la dette contractée par l'État-nation algérien envers les populations du Sud. L'AESJ critiquait le sous-développement dans lequel le Sahara était maintenu. Elle fut littéralement détruite par les autorités et certains de ses membres sont poussés à prendre le maquis. Mais, une décennie plus tard, les membres les plus jeunes reprisent les revendications en contribuant à la création du Comité des chômeurs. Comme les militants de l'AESJ, ceux du Comité des chômeurs, section Sud, considèrent que l'Algérie est ce qu'elle est grâce aux populations du Sud qui ont payé de leur sang le prix de leur rejet du referendum du 27 février 1962 sur l'autonomie du Sahara imposé par la France. S'ils persistent dans leur dénonciation de la centralisation (opacité de sa gouvernance) et des pratiques de corruption et de discrimination, ils ont, toutefois, changé de stratégie quant à l'ampleur de leur critique. Par leurs revendications à l'accès à l'emploi et à « une vie décente »²², ils contribuent à décrédibiliser la « génération de novembre », à parasiter son récit et à le rendre obsolète²³. Selon eux, ce récit nécessite une révision historique sérieuse. Celle-ci devrait intégrer les récits historiques provenant des marges en tant qu'élément constitutif de l'histoire nationale. Ainsi, la date du 27 février 1962, déclarée « Journée de l'unité nationale », devient-elle aussi importante que celle du 1^{er} novembre 1954, jour du déclenchement de la guerre de libération, voire même la surclasse pour certains d'entre eux²⁴. Les membres de ce mouvement en vinrent à rebaptiser une place de la ville de Ouargla du nom de « Place de l'unité nationale », pour reprendre leur droit sur l'espace. Afin de contenir la portée de cette revendication, les autorités célèbrent à leur tour cette journée, mais ne parviennent pas pour autant à rendre complètement silencieuse l'idée d'une « Fédération du Sud » qui a émergé à Labiodh Sidi Cheikh en 2001 et a été relancée en 2003, lors de la visite du président Bouteflika dans la wilaya d'el Bayadh. Cette visite fut une des premières manifestations publiques contre les *a'yan* puisque les associations de la société civile rejetèrent leur médiation en cherchant à présenter elles-mêmes leurs revendications au président de la République – qui, toutefois, refusa de les rencontrer.

- 15 Les luttes des chômeurs signalent une rupture générationnelle qui oppose des groupes de personnes fondés non pas tant sur des classes d'âge, même si l'âge et le nombre doivent être pris en compte, mais sur des pratiques et des valeurs (probité, sincérité, humilité, confiance, vérité) et sur des effets de générations, tels que par exemple celle de l'AESJ par rapport à celle de CNDDC. Ainsi, la rupture opère entre, d'une part, le duo « génération de novembre » et « famille révolutionnaire », qui par capillarité s'est diffusé dans le tissu social, et d'autre part ceux qui, d'une décennie à l'autre, en ont fait les frais. Or cette rupture n'entame pas la relation des jeunes générations avec les combattants du colonialisme français, ces *Autres* de novembre²⁵, puisque le contemporain se caractérise aussi par une « porosité » (Sayad, 1994) entre les générations dans le temps et l'espace. Sayad qualifie cet effet de « contemporanéité du non contemporain » (Sayad, *op.cit.* ; Ayyash et Hadj-Moussa, 2017), qui permet à des groupes fondés sur diverses classes d'âge de se construire dans le présent. La critique du centralisme politique touche indirectement ses relais, en l'occurrence, l'administration et les notables sans lesquels rien ne peut advenir. Elle concerne

également, certes de manière marginale, la gestion militaire, policière et sécuritaire des populations, qui se déploie dans la région.

- 16 Le mouvement des chômeurs s'est développé à un moment caractérisé par l'idée de l'imminence d'une crise suspendue (Serres, 2019), un moment délétère où les forces mobilisatrices qui auraient pu l'inspirer se trouvaient quasiment au point mort. Son apprentissage s'est fait « sans souvenir »²⁶, c'est-à-dire sans véritable relais en l'absence de transmission de l'histoire sociale²⁷. La mobilisation des habitants et surtout des jeunes par le mouvement est sans précédent dans l'histoire de l'Algérie post-indépendante. Certains *sit-in* comptaient plus de 10 000 personnes. Elle a changé qualitativement le rapport à l'autorité et à la violence policière, et a permis de transformer le rapport des populations à elles-mêmes et à l'autorité. Désormais, les rassemblements dans la rue et les très grands *sit-in* font partie du répertoire de l'action collective. Par exemple, entre septembre et décembre 2018, de grands meetings et marches pacifiques ont été organisés pour que cesse la politique de renoncement en matière de santé ou de formation. Ces démarches renforcent, grâce aux forums publics tenus sur la Place des Martyrs et ailleurs à Ouargla, l'action des autres groupes sociaux, tels que les universitaires et les étudiants, devenus un des moteurs de la contestation.

In Salah contre le gaz de schiste : la génération du juste milieu

- 17 Le troisième exemple appartient à une écologie politique du Sahara algérien différente des deux cas précédents. Le 1^{er} janvier 2015, la population d'In Salah, une ville du Sud algérien de 50 000 habitants, située à 1 200 km d'Alger et à 700 km au nord de Tamanrasset, est sortie dans la rue pour s'opposer à l'exploration et au forage du gaz de schiste dans sa région. Le gouvernement algérien a commencé cette exploitation sans avoir consulté la population, autorités locales comprises. C'était la première fois dans l'Algérie post-indépendante que la quasi-totalité des habitants d'une ville du Sud se mobilisait de la sorte. La mobilisation de ce centre urbain proche d'un grand champ gazier était aussi « inattendue » que spectaculaire, tant par sa durée, de janvier à juin²⁸, que par le nombre de personnes qu'elle a fédérées. Elle fut aussi l'action collective au cours de laquelle, durant les quatre dernières décennies, les femmes, en très grand nombre, ont participé de manière active et ont constitué une des avant-gardes de la contestation. Dans le même temps, cette mobilisation constitue un exemple intéressant pour l'étude des « stratégies de refroidissement » et de mise sous silence progressive des voix dissidentes auxquelles le régime algérien recourt depuis les années 1980.
- 18 Comme pour les autres exemples déjà décrits, la mobilisation à In Salah est le produit d'une lente et longue transformation des mentalités qui est à la fois la conséquence de l'accès à l'éducation et à l'usage des nouveaux médias, de même que du recadrage qui touche les structures dites « traditionnelles ». En d'autres termes, la mobilisation ne peut être comprise sans que soient considérées le temps long (il a fallu au moins deux classes d'âge de personnes scolarisées pour former le contingent de ceux et celles qui ont participé aux manifestations) et la culture locale qui définit les liens entre les personnes, d'une part, et entre ces dernières et leur environnement, d'autre part. À In Salah, les formes de mobilisation classiques, observées ailleurs (*sit-in*, marches, blocages des routes, mobilisation intersectorielle²⁹), ont été combinées à un usage de la culture locale, notamment la relation sociale entre les groupes des aînés et des cadets, et de la

culture matérielle proprement dite, en particulier le rapport de la population à la terre, et surtout à l'eau.

- 19 Cette mobilisation exemplaire doit en effet son efficacité à la manière dont différentes générations se sont « accordées » sur le refus de l'exploration/exploitation du gaz de schiste et sur la manière dont le réseau des opposants s'est élargi. L'opposition locale s'est construite à partir du réseau associatif culturel et environnemental et sur la coordination des quartiers, menée par des individus appartenant à une classe d'âge intermédiaire se situant entre celles des *a'yan* (notables) et des jeunes. Il fallait, selon nos interlocuteurs, « adoucir les rapports vieux et jeunes ». L'opération a consisté à canaliser les derniers en limitant les « perturbations causées » dont ils étaient à l'origine et à gagner l'appui des notables en les persuadant de la « catastrophe » que représentait l'exploitation du gaz de schiste. « Blessés par le mépris » des autorités à leur égard³⁰, les *a'yan* ont rejoint la contestation et guidé la prière collective, la *lotfia*. Signe de ralliement de toute la communauté contre le projet d'exploitation³¹ du gaz de schiste, le rituel religieux de la *lotfia*, s'est ainsi transformé en un mode d'action au même titre que les *sit-in*, les manifestations ou l'occupation de places publiques désignées, dans le cas d'espèce, sous le nom de « place de la résistance » ou *Sahat el soumoud*. De plus, « pour éviter de négocier » avec le régime, l'arrêt de l'exploitation/ exploration du gaz de schiste a été le seul point de discussion retenu par les opposants au projet.
- 20 Cette unanimité fut cependant circonstancielle parce que le « conflit des générations » y était sous-jacent. Les plus jeunes ne souhaitaient plus être représentés par les *a'yan*, considérant que ces derniers étaient prompts à « céder aux pressions [des autorités et] sont routinisés par le pouvoir central »³². Les plus jeunes étaient, de leur côté, perçus comme des « anarchistes (*fawdhawiyoun*) » par leurs aînés qui partageaient néanmoins avec eux de nombreuses caractéristiques (scolarisation, mis à l'écart du pouvoir décisionnel, précarité de l'emploi, vie culturelle limitée, etc.). Cependant, dans ce conflit mais aussi dans les relations qu'entretenaient les groupes organisés aux institutions de l'État, les notables restaient des interlocuteurs incontournables. Les modes « de génération des générations » (Sayad, 1994) sont tributaires de la structuration sociale des groupes sociaux et de la reformulation de chacun dans ses rapports à l'État. Par l'intervention de ce dernier, les *a'yan* sont détenteurs de l'accès à certains biens et, comme corps, se transforment en défenseurs de la « génération de novembre ». Ce qui les distingue des autres groupes se situe dans la conception de la citoyenneté et de sa réalisation. En rejetant l'exploration du gaz de schiste dans leur région, les populations – avec leur avant-garde, les « anarchistes », les plus jeunes, et les groupes de classes d'âge intermédiaire – revendiquaient, « en tant qu'Algériens », le droit à la « citoyenneté pleine et entière » et au traitement égalitaire dans la citoyenneté. Or cette revendication, selon eux, n'est pas une « demande, mais un droit »³³.
- 21 Il s'agissait là d'un changement qualitatif dans la posture des populations qui correspondait à la formation d'une unité générationnelle coïncidant, de surcroît, avec la fin d'un cycle biologique. Autrement dit, on assista à la cristallisation d'une génération politique (exemplifiée par le Sud) qui ne pouvait s'affirmer, voire advenir, qu'à partir du moment où le cycle biologique de la « génération de novembre » prenait fin. Le mouvement s'est développé à la faveur des réseaux sociaux, dont *YouTube* et *Facebook*. Ainsi, le groupe musical de rap « The Desert Boys », domicilié à In Salah et qui

était actif sur la toile bien avant les événements, est devenu un des points d'appui de la résistance. Ce groupe a longtemps dénoncé les conditions de vie des populations du Sud et la discrimination à leur encontre. Il s'est lancé dans le cyber activisme pour sensibiliser à la cause et s'est associé à des célébrités, telles que le rappeur Lotfi Double Kanon, connu pour sa position critique vis-à-vis du régime.

- 22 La contestation populaire d'In Salah a annoncé la fin de la « génération de novembre », mais n'a pas remis en cause la symbolique de la lutte de libération. Les associations culturelles s'efforcèrent de faire connaître la contribution de leur région aux premières résistances, dont celles de l'Émir Abdelkader, justifiant ainsi l'inclusion du Sud dans le tissu national algérien. De même, In Salah est décrite comme étant le « centre géographique de l'Algérie ». Face aux « économies de l'abandon » (Povinelli 2011), cette justification a servi aussi à se dissocier de la « génération de novembre », puisque l'occasion de la contestation populaire contre le gaz de schiste a permis de poser les problèmes au présent et de cibler le président Bouteflika qui a parafé la loi sur les hydrocarbures (2013) autorisant l'exploitation du gaz de schiste, alors que, dénonçaient nos interlocuteurs, il n'avait « rien fait depuis les 15 ans qu'il est au pouvoir »³⁴.
- 23 Même si les instruments d'analyse manquent pour distinguer finement les rôles spécifiques joués par chacun des groupes ayant participé à la contestation à In Salah, il apparaît clairement que le groupe qui en est le moteur intellectuel est celui des « experts », des techniciens natifs de la région, et des personnes actives dans les associations. Défini comme non politique, leur engagement associatif de proximité a facilité la construction d'un front de résistance, en dépit d'un capital politique faible et d'une connaissance du militantisme politique quasi nulle. Le succès de la contestation ne signifie pas qu'il y a eu transformation en profondeur des relations intergénérationnelles. Néanmoins, à la dévitalisation de la société, dont on parle peu, a succédé, par une sorte de retour de pendule, une multiplication des lieux de contestation dans tout le Sahara.

Conclusion

- 24 Le malaise et le mécontentement qui couvent dans les régions du Sahara algérien sont le signe du retour d'un refoulé longtemps étouffé au motif de la nécessité de construire une formation nationale unifiée. Par ailleurs, l'idée persiste que ces populations doivent être administrées par le centre, qui pourvoit au maintien de la paix sociale au détriment de leur participation et de la reconnaissance de leur capacité à s'autogouverner. En cette fin de cycle de la génération de novembre, le centre est défié par les périphéries. Le centre physique de décision est alors moins affecté par les cercles qui lui sont les plus proches en terme spatial, que par la résurgence des régions éloignées, notamment celles du Sud. Celles-ci remettent en cause les modes de gestion politico-administratifs (Mbembe 2000) et refusent désormais d'être dissociées de la gestion de leur vie. Cette dynamique de recomposition a commencé au moment où la capitale, Alger, était un bastion où les tentatives d'organisation partisane ou citoyenne étaient quasiment réduites à néant, tout en étant soumises aux réseaux des alliances des deux partis du régime, le RND et le FLN, et de l'armée.
- 25 Enfin, il nous faut revenir sur le triangle région, centre et génération. Les interprétations des revendications provenant des régions périphériques en Algérie mais aussi au Maghreb, considèrent que les mouvements de protestations dans les suds

du Maghreb incluent une « demande d'État » (Belakdhar 2015 ; Allal et Bennafla 2011) analysée comme une sorte de limitation, comme si les mouvements ou les groupes qui les soutiennent étaient pris dans des contradictions insolubles et, *in fine*, restaient soumis à l'État. Or, s'il semble que l'État (« le centre ») soit incontournable, il ne s'agit pas dans ces revendications de l'État factuel *per se* puisque cet État-là est déficient, et se con/fond avec le régime politique dans le magma du « black hole state » (Gelvin 2018, 13). Les régions du Sud algérien se considèrent de moins en moins comme des victimes et de plus en plus comme des régions ayant des droits. La « demande » n'est pas une demande de dons de la part de l'État, elle est une *revendication d'un État de droit* avec ce qu'il inclut de citoyenneté, d'égalité et de justice. Alors, qu'en est-il de la génération qui se constitue en unité générationnelle³⁵ et qui agit dans toutes les régions ? Pensons à Hadj Ghermoul, chômeur de la région de Mascara, membre du Comité des chômeurs et de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) : il a été un des premiers à exprimer publiquement son refus sur sa page *Facebook* du cinquième mandat de Bouteflika, avant d'être condamné à une peine d'emprisonnement en janvier 2019. Le rapport de cette génération à l'État ne s'inscrit pas dans une relation d'obéissance et de soumission, comme le montrent quasiment tous les jours les *sit-in*, les manifestations, les initiatives citoyennes à Illizi/Janet, à Tamanrasset, à Béchar et à Adrar, pour ne citer que ces villes du Sud. La critique portée aux *a'yan* et le travail sur les structures dites traditionnelles (Mzab, Adrar, Tamanrasset, etc.) rencontrent ces revendications et redéfinissent le rapport à la société selon des rythmes variés (Adrar n'est pas In Salah). Dénoncer la « mal-intégration » dans un ensemble national, *a fortiori* lorsqu'elle est caractérisée par la spoliation et les inégalités, participe à la reformulation des principes de gouvernement et de l'État de droit, et non à une demande associée à une double contrainte insoluble, à savoir protester contre l'État et se placer en position de demande. Ce rapport des jeunes à l'État est une redéfinition en actes de l'État. En somme, il est partie prenante des tentatives de sa reformulation en État de droit.

BIBLIOGRAPHIE

ALLAL Amin et BENNAFLA Karine, 2011, « Les mouvements protestataires de Gafsa (Tunisie) et Sidi Ifni (Maroc) de 2005 à 2009 : des mobilisations en faveur du réengagement de l'État ou contre l'ordre politique ? », *Revue Tiers Monde*, n° 5, p. 27-45.

AYYASH Mark M. et HADJ-MOUSSA Ratiba, 2017, « Conceptualizing Generations and Protests », in AYYASH Mark et HADJ-MOUSSA Ratiba (dir.), *Protests and Generations Legacies and Emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leiden et Boston, Brill, p. 1-23.

BELAKHDAR Naoual, 2015, « "L'éveil du sud" ou quand la contestation vient de la Marge : une analyse du mouvement des chômeurs algériens », *Politique africaine*, n° 137, p. 27-48.

FRASER Nancy et HONNETH Axel, 2003, *Redistribution or Recognition? A political-Philosophical Exchange*, Londres et New York, Verso.

- GELVIN James, 2018, *The Middle East: What everyone needs to know*, New York, Oxford University Press.
- GOLDFARB Jeffrey C., 2006, *The Politics of Small Things: The Power of the Powerless in the Dark Times*, Chicago, University of Chicago Press.
- GRANDGUILLAUME Gilbert, 1995, « Comment a-t-on pu en arriver là? », *Esprit*, n° 208, Janvier, p. 12-34.
- HADJ-MOUSSA Ratiba, 2017, « The Double Presence of Southern Algerians: Space, Generation and Unemployment », in AYYASH Mark et HADJ-MOUSSA Ratiba (dir.), *Protests and Generations Legacies and Emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leiden et Boston, Brill, p. 198- 223.
- HADJ-MOUSSA Ratiba, 2019a, « Les protestations populaires au Mزاب : les heurts intercommunautaires au miroir de la génération politique », in KADRI Aissa (dir.), *Maghreb : États en transition, sociétés en mouvement*, Paris, le Croquant (sous presse).
- HADJ-MOUSSA Ratiba, 2019b, « Affronter l'injustice dans le Sud algérien : travail, territoire, subjectivité », in MELLITI Imed (dir.), *Justice sociale, bien commun et légitimités politiques en Méditerranée*, Tunis et Paris, IRMC & Traits bleus (à paraître).
- LAZALI Karima, 2018, *Le trauma colonial : une enquête sur les effets psychiques et politiques contemporains de l'oppression coloniale en Algérie*, Paris, La Découverte.
- LÉVI- STRAUSS Claude, 1973/1958, *Anthropologie structurale 2*, Paris, Plon.
- MANNHEIM Karl, 1993/1928, « The Sociological Problem of Generations » in Wolff Kurt H. (dir.), *From Karl Mannheim*, New Brunswick et London, Transaction Publishers, p. 361-395.
- MARGALIT Avishai, 2012, *La société décente*, Paris, Flammarion.
- MBEMBE Achille, 2000, *De la postcolonie : essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- MEYNIER Gilbert, 2004, « Psychanalyse du F.L.N., ou les valeurs d'une fraternité de guerriers », in BONN Charles (dir.), *Migrations des identités et des textes. Entre l'Algérie et la France dans la littérature des deux rives*, Paris, L'Harmattan, p. 217-228.
- NOIRIEL Gérard, 2018, *Une histoire populaire de la France : de la guerre de Cent Ans à nos jours*, Marseille, Agone.
- NORA Pierre, 1997, « La génération », in NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de Mémoire*, Paris, Gallimard, p. 2975-3015.
- POVINELLI Elizabeth, 2011, *Economies of Abandonment: Social Belonging and Endurance in Late Liberalism*, Durham, Duke University Press.
- SAYAD Abdelmalek, 1994, « Le mode de génération des générations "immigrées" », *L'Homme et la Société*, n° 111-112, p. 155-174.
- SERRES Thomas, 2019, *L'Algérie face à la catastrophe suspendue. Gérer la crise et blâmer le peuple sous Bouteflika (1999-2014)*, Paris, IRMC-Karthala.

NOTES

1. Les exemples sont pris des terrains que j'ai réalisés dans le Sud algérien, commencés par des observations en 2010 et menés plus systématiquement à partir de 2014.

2. . Ces deux événements sont symboliquement situés dans la continuité du déclenchement de la guerre de libération. Kherrata est connue pour avoir été une ville martyre durant les événements de mai 1945, et Khenchela est une ville des Aurès, lieu légendaire de la guerre de libération.
3. . Ainsi que le répétait encore en 2018 lors d'un déplacement en région le ministre de l'Intérieur, Nourredine Bédaoui. « Le rôle futur des collectivités locales, placées en tête en matière de satisfaction des besoins publics et à laquelle incombe, en fin de compte, la responsabilité de déployer le plus d'efforts de développement » (nos italiques), <<https://www.algerie360.com/pour-une-collectivite-locale-creatrice-de-richesses-bedoui/>>.
4. . Cévital est l'un des plus grands groupes industriels privés en Algérie dont les investissements ont « été bloqués », selon son patron, par les autorités algériennes. Cet arrêt des investissements pendant deux années a été critiqué par les 12 000 employés de Cévital et a suscité une mobilisation relativement conséquente des travailleurs en Kabylie. Cet épisode est devenu une quasi-« affaire kabyle ».
5. . Rappelons que jusqu'à la fin des années 1980, il était impossible d'occuper un poste de décision dans l'administration sans être encarté au FLN.
6. . Cela ne signifie pas qu'il faille minimiser ces antagonismes. Ils ne constituent pas l'enjeu principal comme le reconnaissent les populations elles-mêmes.
7. . Entretien, ancien membre des *a'yan*, Mzab, 2016 et 2018.
8. . Entretiens avec des militants associatifs et des activistes politiques, Ghardaïa, 2018.
9. . Kameleddine Fekhar a été emprisonné à plusieurs reprises et harcelé par la justice. Il a été arbitrairement emprisonné le 31 mars 2019, à la suite d'un entretien où il a dénoncé le sort réservé au Mzab et aux militants mozabites. En protestation, il a entamé une grève de la faim qu'il a poursuivie jusqu'à son décès, le 31 mai 2019, dans l'indifférence des autorités pénitentiaires. Il est enterré dans le cimetière d'el Alia (Alger) dans le carré des Ibadites. Sa tombe a été profanée dans un cimetière pourtant très surveillé.
10. . L'unité d'une génération ne se rapporte pas simplement à son « actualité » (Mannheim 1964) et encore moins à son caractère démographique, c'est-à-dire à la date de naissance, bien que les deux interviennent dans sa définition. Ainsi Abdelmalek Sayad (1994) considère-t-il que deux cohortes d'émigrés en France séparées dans le temps d'au moins deux décades sont de la même génération parce qu'ils sont engendrés par les mêmes conditions de production (Ibid., p. 159-160). En outre, le rapport d'un groupe à un événement ne lui est pas *sine qua non*, comme le précise Pierre Nora (1997). Pour ce dernier, la génération de la révolution française n'est pas celle qui lui est contemporaine, mais bien celle qui vient dix ans après. Ces approches permettent de saisir la désintronisation temporelle et de comprendre, à la fois, pourquoi des personnes de 50 ans sont associées à un groupe d'âge plus jeune et, en retour, pourquoi « la génération de novembre », un signifiant normalement inscrit dans une temporalité spécifique, a perduré relativement longtemps.
11. . Entretiens au Mzab avec des interlocuteurs variés 2014, 2015, 2016, 2017, 2018.
12. . Le dernier en date (août 2019) est Hamou Mosbah, premier secrétaire fédéral du FFS à Ghardaïa. Mosbah a passé 14 mois en prison et a été acquitté en janvier 2018. Il avait été accusé, avec ses compagnons, « de constitution d'association de malfaiteurs dans le but de renverser le régime », d'« incitation des citoyens à prendre les armes contre l'autorité de l'État » ainsi que d'« atteinte à l'intégrité territoriale du pays ». <<https://algeria-watch.org/?p=33890>>.
13. . Sur cette question, voir Hadj-Moussa (2019a). Le chômage existe dans les deux communautés, mais la communauté mozabite le résorbe partiellement elle-même.
14. . Entretiens, Mzab, interlocuteurs variés 2014, 2015, 2016, 2017, 2018.
15. . Ainsi, 18 militants sont arrêtés et emprisonnés. Le militant mozabite K. Fekhar est lui aussi emprisonné bien qu'il ne soit pas chômeur.
16. Entretien, acteur associatif, printemps 2018.

17. . Les budgets de ministères et celui des « grandes œuvres » sont gérés par les représentants en région et par le wali et non par les autorités locales.
18. . Entretiens, membres du comité, 2014, 2016, Alger, Ouargla.
19. . L'adoption d'un mode d'action pacifique par les chômeurs est le résultat de l'expérience des confrontations avec la police. Elle reflète l'évaluation des risques encourus dans les régions éloignées et moins exposées au monde extérieur. Elle est aussi une réaction partagée par les « sans culottes » (« *la'raya* ») à travers l'Algérie, comme l'illustre le YouTubeur, Tarek Mammari qui exhorte les « jeunes des quartiers populaires », à exhiber « même une feuille blanche..., le symbole de la paix » pour faire valoir leur droit et éviter l'accusation de « casseurs » et de « *'araya* ».
- [Premier vidéo du frère Tarek Mammari après sa sortie de prison, trad.)
<<https://www.youtube.com/watch?v=R-MZ0INcOE4>>, 63, 428 visionnages, posté le 9 mai 2012
20. . Entretiens avec des militants au Mzab et à Ouargla, 2015, 2018.
21. . Entretiens, militants au Mzab et à Ouargla, 2015, 2018.
22. . Margalit (2012).
23. . Entretien, membre actif du CNDDC, 2014.
24. . Entretiens, membres du CNDDC, 2016.
25. . Incluant les vivants tels que Djamil Bouhired et le commandant Bouregaa emprisonné durant le *hirak* de 2019.
26. . Nous reprenons une partie de l'expression de Youtubeurs T. Mammari qui rappelle à Bouteflika qu'il a laissé une génération « sans souvenir, ni avenir ».
27. . Entretiens, 2015 membre actif du CNDDC.
28. . Certains interlocuteurs de In Salah diront que la mobilisation a duré jusqu'au mois d'août.
29. . À peu près 600 travailleurs dans les champs gaziers limitrophes à In Salah ont décidé de débrayer. Ils protestent contre leurs mauvaises conditions de travail et le « mépris » dont ils sont l'objet.
30. . Entretien, participante aux manifestations de In Salah, 2018.
31. . Les élus et représentants locaux n'avaient pas connaissance du projet d'exploitation du gaz de schiste. La visite surprise du ministre de l'Énergie et des Mines le jour de l'inauguration du site s'est faite dans l'ignorance complète de la population.
32. . Entretien, participant aux manifestations de In Salah, 2016.
33. . Comme tient à le préciser un intervenant dans un forum tenu en plein air en décembre 2018 à Ouargla.
34. . Entretien, participant aux manifestation de In Salah, 2016.
35. . Karl Mannheim pense que la génération se caractérise par sa « localisation » (les réalités socioéconomiques vis-à-vis desquelles une génération donnée se positionne) et son « actualité » (sa constitution en tant que génération). Celle-ci ne devient effective et concrète que lorsque la génération acquiert son « unité », c'est-à-dire lorsqu'elle utilise activement « *the handicaps and privileges inherent in a generation location* », et entame sa « *participation in the common destiny of this historical and social unit.* » (Mannheim 1964, 303 ; italique dans l'original). Cela la distingue de la génération en tant que « actualité » qui réfère plutôt à des liens distendus entre les membres d'une génération (générations X ou Y, etc.) L'unité générationnelle se caractérise par ses « *partisan integrative attitudes* » (Mannheim 1964, 307 ; nos italiques).

RÉSUMÉS

Le Sud a été « docilisé » par la création d'instances de médiation fonctionnant à la cooptation et la manipulation. Ce n'est qu'au terme d'un cycle de gouvernance ayant duré plus de 50 ans qu'une nouvelle génération réclame le changement. Quelles dynamiques socio-politiques ont-elles prévalu dans la région centrale du Sud algérien depuis le début des années 2000 ? Comment comprendre les revendications qui se sont accélérées entre 2011 et 2018, et que montrent-elles des rapports entre le régime politique et les populations ? Ce sont là quelques questions auxquelles ce texte souhaite répondre en insistant sur les nouvelles formes avec lesquelles les populations définissent le territoire tout en réclamant la citoyenneté pleine et entière. Bien que le Sud, ne soit qu'un exemple de ce changement politique profond et lent, il rend compte de l'émergence de l'idée de région comprise non comme une entité identitaire mais comme une réalité politique.

Southern regions in Algeria have been “tamed” through the creation of mediating political bodies that are based on cooptation and manipulation. It is only after a governance cycle that has lasted over 50 years that a new generation begins to demand change. What socio-political dynamics have prevailed in the central region of southern Algeria since the early 2000s? How to understand the raising political claims and their acceleration between 2011 and 2018, and what relationships between the political regime and the local population do they highlight? These are some of the questions this article seeks to answer. It emphasizes on the new ways in which the population define territory while calling for the recognition of full citizenship. Although the South is only one example of this profound and slow political transformation, it illustrates the emergence of the idea of “region” not so much as an identity than as a political reality.

INDEX

Keywords : Region, Generation, Algerian South, Claims, Citizenship, politics, 2000s.

Mots-clés : région, génération, Sud algérien, revendication, citoyenneté, politique, années 2000.

AUTEUR

RATIBA HADJ-MOUSSA

Department of Sociology, York University, Toronto.